

Res Publica

Ayant à cœur la prospérité socio-économique et politique du Québec, le Res Publica critique, commente et rapporte fidèlement les événements et faits divers observés lors de la 28^e législature de la simulation parlementaire du Forum Étudiant. Juste, professionnel et éclairé, ce journal aux tendances idéologiques de droite se veut être votre meilleur allié tout au long de la semaine. Nous publions quotidiennement du contenu rigoureux, de l'information de qualité et une vision globale de l'actualité afin de rendre accessible l'activité politique à tous les québécois et toutes les québécoises et de promouvoir l'implication citoyenne.



RES PUBLICA

V
/
VERITÉ

GAUCHE MINORITAIRE : FRAGILITÉ POLITIQUE AU QUÉBEC



Rédactrice en chef : Chloé Cauchy

Le Québec de nouveau confronté à une période d'instabilité socio-économique et politique. Le gouvernement minoritaire social-démocrate élu hier soir occupe une position plus que délicate.

Vous êtes déçu de la victoire d'un gouvernement socialiste minoritaire? Nous le sommes aussi.

En fait, la plupart des membres du Forum Étudiant 2020 peuvent s'avouer insatisfaits de la conclusion des élections de hier soir. Le nouveau gouvernement, l'Alliance Progressiste du Québec (APQ), adopte une position idéologique assumée de gauche. Cependant, le groupe gouvernemental au pouvoir fait face à un défi de taille : il siège minoritaire.

Il devra inévitablement faire de multiples concessions afin de satisfaire les groupes d'opposition. En effet, le véritable pouvoir décisionnel se trouve entre leurs mains. Autant sur les plans social, économique, environnemental et politique, le gouvernement social-démocrate se verra dans l'obligation de modifier, en partie ou complètement, ses futurs projets de loi pour obtenir un appui suffisant en Chambre. Autrement, l'APQ plongera le Québec dans une phase d'immobilisme politique. Le pouvoir du parti social-démocrate est facilement ébranlable.

Pensons au gouvernement minoritaire péquiste de 2012 et à la Charte des valeurs québécoises. Le projet de loi 60 se voulant être le véritable pilier d'affirmation de la laïcité de l'État a complètement fait chuter le Parti Québécois : le gouvernement Marois, élu avec une faible avance de 4 siège sur les libéraux, s'est vu retirer le pouvoir, 18 mois plus tard, avec une défaite écrasante contre ses rivaux politiques : les libéraux l'emportent avec 41% de voix. Un seul faux pas suffit pour modifier entièrement la scène politique.

Cette semaine, il sera plus que difficile pour l'Alliance Progressiste du Québec de défendre sa position socialiste tout en essayant de plaire à l'opposition, à l'avantage des Québécois et des Québécoises.

Présentation des ministres

Gouvernement

Premier Ministre :
Louis Moisan

Ministre de l'immi-
gration : Safa Salman

Ministre de l'agricul-
ture des Pêcheries et
de l'Alimentation :
Manue Moffet

Ministre de l'Éduca-
tion et de l'Enseigne-
ment Supérieur : Vio-
lette Cantin

Ministre des Finances
Alexandrine Lamou-
reux

Opposition officielle

Chef d'opposition : Victor
Pelletier

Chef adjoint : Ariel Timmo-
ny– Morier

Deuxième groupe d'opposi- tion

Chef: Louis-Simon Barette

“Je peux être sévère ... en fait , intransigeant sur certain point”



Salomé Perron

Benoit Ethier

À la suite des élections présidentielles, nous avons eu la chance de nous entretenir avec Benoit Éthier, le président de la 28^e législature du forum étudiant. Monsieur Ethier s’auto-proclame impartial, intransigeant et encore une fois, impartial, autrement dit, la base d’un président de chambre adéquat.

Proclamant que son écoute fera de lui un président hors pair, le jeune homme est engagé à rester un pilier centriste. C’est grâce à son attitude parlementaire qu’il restera inébranlable et sera immunisé de quelque favoritisme. Il a pour objectif premier d’assurer le respect en chambre et de promouvoir l’honneur de l’institution. M. Éthier s’apprête à réaliser cela en faisant valoir le décorum, et cela de manière sévère, ou plutôt intransigeant...

Considérant le fait que sévère est défini comme, « qui n’admet pas qu’on manque à la règle ». Il semble un peu excessif de se reprendre en utilisant le mot intransigeant, qui lui, signifie n’admettre aucune concession ; aucun compromis. Considérant cela, nous seront à l’affût de futur écart à la démo-

cratie.

Concluant le portrait du président, il nous rappelle qu’il sera impartial, car « L’impartialité n’est pas quelque chose qui vient et qui va, c’est constant! » En somme, nous invitons les députés à relire le décorum afin d’assurer le calme du président qui se révélera peut-être instable.

La réussite au coeur des priorités

L'éducation est une institution qui a permis à des civilisations européennes de renouer les liens entre ses différentes populations lors de crises majeures. Cet apport important a donné naissance à une restructuration dans les enjeux sociaux ainsi que dans la croissance économique d'un pays. Au Québec, l'éducation fut tout d'abord obligatoire pour les jeunes âgées de 14 ans et moins. Cette loi fut mise en place à partir des années 1943. C'est donc une réforme d'après-guerre qui est à la base d'une nouvelle manière de vivre qui ressemble plus à notre modèle actuel. L'éducation est aujourd'hui une force pour notre province. Elle permet aux jeunes de se démarquer dans leurs futures relations tant professionnelles que personnelles.

L'importance de maîtriser des connaissances sur des événements majeurs ainsi que des aspects qui ont permis au Québec de se démarquer du Canada et du reste du monde sont les sources mêmes de l'acquisition de nouveau savoir. La reconnaissance de ce système d'éducation s'est donc fait à maintes reprises. Le Québec serait la référence en terme d'éducation francophone selon Françoise Vargues, principale adjointe d'un collègue français.

Le collègue enseignant serait également une des causes de cette réussite scolaire qui suscite tant d'intérêt de la part du reste du monde francophone. Il y aurait dans nos établissements scolaires un fil conducteur qui permet à l'enseignant de savoir bien précisément ce qu'il se doit d'enseigner mais avec une certaine flexibilité lui laissant le droit de le faire selon son propre style, ce qui créerait un environnement plus sain en classe. Cette manière de faire s'oppose à celle des autres pays francophones qui sont plus rigides dans leur éducation et qui mettent les enseignants dans des positions stressantes et cela de façon continue.

Le taux de réussite des jeunes Québécois se situerait autour de 80,9% selon les dernières données relevées par le ministre de l'Éducation en 2017. Ce chiffre montre effectivement que les étudiants performant de mieux en mieux puisqu'on constate une augmentation si l'on compare aux dernières données qui situaient ce taux de réussite à 80,1%. Le ministre a pour but de dépasser les 85% de taux de réussite d'ici 2030. Ces meilleurs résultats s'expliquent par l'importance que le gouvernement donne à cette institution qui est la base de toute démocratie.

En bref, le système d'éducation québécois se place à un niveau bien supérieur que ceux de nos confrères francophones, car les besoins des jeunes et des enseignants sont mieux ciblés. De plus, les épreuves ministériels qui sont obligatoires permettent de s'assurer que les élèves possèdent un niveau suffisant pour réussir et ce, tout au long de leur parcours scolaire, contrairement au modèle français.



Sarah Ghalem

La grandeur se mesure à partir des épaules



Chroniqueur : Félix Coté

On se rappelle d'un bon chef de parti par leurs actions et la manière comment il gère son gouvernement et son équipe de députés. En revanche on ne devient pas chef d'équipe que par ses actions. Un excellent chef de parti est aussi un excellent leader, c'est la personne qui nous donne envie d'avancer et de travailler plus fort dans le but d'arriver aux mêmes objectifs communs.

Malgré sa taille, Victor Pelletier chef de l'opposition officielle, est un GRAND, avant tout un GRAND rassembleur, un GRAND penseur et peut-être un jour, un GRAND premier ministre.

Hier 13 janvier, Victor est arrivé à l'assemblée nationale avec des idéaux et un plan clair. Son équipe et lui ont bien l'intention de trouver des réponses. Réponses sur le plan du gouvernement. Réponses sur les finances du parti au pouvoir.

Comme d'habitude le parti libéral sera là pour veiller sur le portemonnaie des québécois, mentionne Victor.

Même si l'oppression budgétaire libérale ne fait pas l'affaire de tous, c'est sans doute un mal nécessaire, si on observe les résultats.

4 - 1 = 3

Moins dépenser = plus de revenu épargné ou réinvesti dans les intérêts de la dette.

Personnellement, ayant parlé au téléphone avec Victor hier soir, je vois bien sa conviction et le fond de ses valeurs libérales. C'est un chef et ce n'est pas pour rien, il parle bien, choisit ses mots soigneusement et est clair dans ses messages, il prône la liberté individuelle. M. Pelletier est un fier défenseur de l'accomplissement individuel même s'il parle d'une optique et d'un objectif plus collectif concernant sa vision pour son parti. De plus, il parle même d'une démocratie au sein de son parti. Il affirme que son équipe prendra des décisions en équipes. Équipes d'ailleurs dont il est très fier et qu'il dit solides et compétentes. Équipe dont plusieurs postes importants sont majoritairement représentés par des femmes, notamment sa leader ainsi que sa Whip et Whip adjointe, ce qui très bon selon lui, preuve de progressisme.

Honnêtement, je ne crois pas que ça change grand-chose, homme ou femme, l'important c'est savoir comment fouetter la crème. Reste à savoir si on a de bons poignets.

Le parti de droite entend bien faire parler ses valeurs, en ce moment le parti n'est malheureusement pas dans l'optique d'une coalition avec la deuxième opposition selon leur chef, le but est vraiment de jouer le rôle d'une réelle opposition et de trouver des RÉPONSES qui profiteront aux Québécois. Cependant, le parti tentera de trouver des terrains d'entente avec la seconde opposition, notamment sur les changements climatiques ou les valeurs de la seconde opposition.

Le message du chef Victor Pelletier est clair, il n'y a pas de stratégie de renversement ministérielle. Du côté libéral on se sent plutôt responsable de guider le parti au pouvoir sans qu'il y ait de manquement économique du gouvernement. Selon Victor, il représente la responsabilité, ambitieux et proactif.

Le futur de l'industrie agricole et l'autosuffisance alimentaire.

L'autosuffisance alimentaire se définit par la capacité d'un état d'assurer sa sécurité alimentaire. C'est-à-dire le pouvoir d'un état de fournir toute la nourriture nécessaire à sa population afin d'avoir une vie saine. L'ensemble du Canada excelle au niveau de la sécurité alimentaire avec un ratio de 183% d'autosuffisance selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. En d'autres mots, le Canada est capable de pourvoir de la nourriture pour 1.83 fois l'ensemble de sa population.

La sécurité alimentaire est intimement liée à la santé économique du secteur de l'agriculture.

Au Québec, l'industrie agricole est en perte d'élan et ce phénomène semble s'accroître.

En effet, le Québec a perdu plus du tiers de ses fermes dans les dernières décennies d'après un article de Claire Bolduc, la présidente de Solidarité rurale du Québec. Le manque de main-d'œuvre semble être un des responsables de la fermeture croissante des exploitations agricoles. Le MAPAQ affirme que le nombre d'exploitants a baissé de 21% au Québec de 1996 à 2006 et que l'âge moyen des agriculteurs augmente. Donc,

l'autosuffisance alimentaire du Québec semble être menacée à long terme dû à la décroissance du secteur de l'agriculture.

Toutefois, plusieurs nouvelles méthodes dans l'industrie agricole offrent une nouvelle perspective que celle du modèle agricole québécois. L'une d'entre elles, selon un article de Roméo Bouchard, le fondateur de l'Union paysanne, est la préconisation du marché local. Effectivement, les marchés de proximité axés sur la variété des produits offrent une demande accrue et moins volatile des produits offerts pour les cultivateurs ne vivant pas de l'agriculture de masse. D'ailleurs, l'agriculture urbaine semble ouvrir de nouvelles possibilités pour les entreprises du Québec qui installent maintenant des usines en régions urbaines. C'est le cas des fermes Lufa à Montréal qui sont capables de fournir des produits la journée même grâce à leur lieu d'opération situé au même endroit que leurs clients.

Aussi, la concurrence sur les marchés agricoles a donné naissance à des innovations technologiques bénéfiques pour l'ensemble des agriculteurs. Par exemple, la gestion des fermes par ordinateurs est passée de 22,1% à 62% de 1996 à 2011 d'après une étude du MAPAQ. Ces nouveautés dans le domaine agricole réduisent le coût de production laissant une plus grande marge de profit aux exploitants.

En fin de compte, plusieurs tendances émergentes dans le monde agricole pourraient changer le modèle agricole actuel. Celles-ci pourraient aider la situation de l'industrie agroalimentaire au Québec permettant ainsi la pérennité de l'autosuffisance alimen-



Jeremy Jasmin

La croissance économique, ou la cohésion d'une nation mise à prix



Colin Alignon

Le Québec est une province ayant besoin de main d'œuvre, certes. Il fut un temps, la France aussi eu grand besoin de travailleurs. Dans les années 50, 60, 70, algériens, marocains et tunisiens se sont bousculés aux portes des usines Renault, Peugeot ou Citroën qui leur ouvraient grand leurs portes. L'état des lieux de cette immigration massive est aujourd'hui saisissant : la société française est déchirée dans son identité. Le même choix de la croissance économique au prix de la cohésion nationale est soumis au Québec.

Durant les trente glorieuses, l'essor économique d'après-guerre a encouragé l'immigration maghrébine vers la France. Leur apport à l'industrie française a été un vecteur certain du développement économique du pays. En conséquence, les personnes d'origine maghrébine représentent 8,7 % de la population française des moins de 60 ans en 2011. Aujourd'hui, l'état des lieux de cette immigration massive est saisissant. La société française se déchire dans son identité. Les cas de femmes voilées étant harcelées sont fréquents, tout comme la dégradation de symboles relatifs aux valeurs françaises sont récurrents. L'extrême nationaliste refait surface quand les internationalistes menacent la culture d'une nation presque millénaire. La société française n'est ni unie dans sa diversité, ni unie tout court.

C'est aujourd'hui que le Québec connaît son essor économique. Le Québec a résisté aux pressions récessionnistes qui ont frappé le voisin américain dès 2007. En 2019, le PIB réel de l'économie québécoise a progressé de 3,6% en rythme annualisé au 3ème trimestre. Cette conjoncture économique favorable met le Québec face à la même problématique que se poserait la France si elle avait le pouvoir de revenir dans les années 50. D'une part, l'immigration est un outil non négligeable pour une économie cherchant à se développer. Elle n'est en revanche pas nécessaire car un état peut décider de se développer au rythme que sa croissance démographique naturelle lui impose, dans une optique de croissance contrôlée. Elle est aussi le moyen pour le Québec d'assurer son poids démographique et politique au sein de l'ensemble canadien. D'autre part, l'arrivée massive d'étrangers sur le territoire québécois soulève la question de la cohésion nationale, qui fait aujourd'hui défaut à la France. Un peuple sent sa culture se vider de sa substance si la population globale ne croit pas en ses valeurs, ne connaît pas son histoire et ne défend pas son drapeau. C'est le reproche qui est fait aux immigrants souvent arrivés en premier lieu pour des raisons économiques, et dont les politiques d'intégration sont actuellement insuffisantes pour leur inculquer les références d'un québécois né au Québec.

De plus, 82,96% de l'immigration internationale présente au Québec est concentrée au sein de la région métropolitaine de Montréal. La tradition libérale et multiculturelle de la ville continuera à voir l'immigration d'un œil indifférent. En effet, la volonté d'établir une société d'intégration promouvant les relations interculturelles et le respect de la diversité dans la communauté politique québécoise est davantage adaptée au mode de vie montréalais. Il en est moins certain pour une campagne qui comprend son appartenance à la nation québécoise davantage par son attachement à sa langue, sa culture et son histoire.

Si le Québec a explicitement exprimé son désir de limiter le nombre d'immigrants entrant sur son territoire, le débat sur l'intégration des migrants dont le dossier a bien été accepté est toujours sur la table. Le test de français ainsi que le test relatif aux valeurs québécoises ne sont que trop insuffisants pour la définir comme étant une politique d'assimilation. Dans les mois qui suivent, il est donné au Québec le devoir d'affirmer la continuité d'une politique d'intégration, ou d'opter pour une nouvelle stratégie assimilationniste qui irait de pair avec ses récentes résolutions relatives à l'établissement de nouveaux filtres à ses frontières.